



À quoi servent la droite plurielle et leur complice du RN ? À imposer la super austérité exigée par le patronat et l'Europe capitaliste !

L'entente entre le MEDEF et le pouvoir politique est parfaite. Le président du Medef Patrick Martin s'est dit mardi rassuré par la nomination du *"très pondéré"* et *"très expérimenté"* Michel Barnier comme Premier ministre. Sur *"RTL"* il confirme : *"Que ce soit lui, c'est plutôt rassurant parce que, pour le connaître un petit peu..."* « Il avancera, c'est ce dont on a besoin ». Patrick Martin a appelé Barnier à « *"rétablir la confiance" des chefs d'entreprise et à "prolonger" la "politique pro-entreprise" menée ces dernières années* ». Pour lui pas question d'abroger la dernière réforme des retraites, il refuse de toucher à *"l'équilibre financier"* ou aux *"fondamentaux"* de la réforme de la retraite à 64 ans. Patrick Martin a salué Bruno Lemaire : « *Merci Bruno, tu as été l'artisan déterminant et déterminé des politiques pro-business depuis 2017* ».

Michel Barnier a 50 ans de bons et loyaux services rendus au capital dans les institutions françaises ou européennes. Candidat à la primaire de la droite pour la présidentielle de 2022, il prônait la retraite à 65 ans, la suspension des indemnités chômage après deux refus d'offres « *raisonnables* », un moratoire sur l'immigration...

Le soutien de Le Pen et Bardella du RN.

Dans *"La Tribune"*, Marine Le Pen laisse entendre qu'elle votera contre le budget à venir, tout en exprimant un soutien clair aux politiques d'austérité, affirmant « *nous sommes des gens responsables et avons conscience que le pays ne peut plus se permettre d'effectuer des dépenses inconsidérées dans un certain nombre de domaines.* » Dans ce cadre, elle dit qu'elle ne votera *a priori* pas de motion de censure en cas de 49-3, offrant une stabilité à un gouvernement très fragile. Quant à Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, fixant comme ligne rouge et motion de censure, la hausse des impôts, il affirme que le RN pourrait voter le budget.

Qu'ils soient de droite ou de gauche Renaissance, Modem, LR, Socialistes, Rassemblement National... Chacun à sa façon, tous insistent lourdement sur les « *sacrifices* » indispensables que le peuple doit faire et quand ils les contestent comme certaines composantes du NFP, ils refusent de se donner les moyens de changer de politique en laissant intact les intérêts capitalistes. De fait, tous ces partis sont au service du capital disposant ainsi de plusieurs fers au feu qu'il utilise quand la nécessité s'en fait sentir.

Il ne suffit pas de changer le personnel en laissant en place les maîtres qui l'emploient. Pour continuer à exercer sa domination le capitalisme s'assure l'alternance au pouvoir des gouvernements quand cela est nécessaire. Le fondement du capitalisme est la recherche permanente du profit maximum, tout est organisé autour de cette donnée. Les maîtres de l'économie capitaliste ont en main les leviers décisifs de l'économie.

Barnier le nouveau premier ministre donne le cap... Super austérité pour les travailleurs

Dans une situation budgétaire très dégradée, le nouveau gouvernement veut encore une fois faire payer les travailleurs pour revenir au plus vite dans les clous des 3 % de déficit. Du point de vue des exigences de l'Europe capitaliste ce n'est pas 10 milliards d'euros mais 30 milliards qu'il faudrait trouver dès 2025, selon une note de Bercy remise le 2 septembre aux parlementaires. Puis 100 milliards en 2028 !

La préparation de la loi de finances et de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2025 sera le premier dossier brûlant du futur gouvernement Barnier.

Arrêts de travail, maladies chroniques : les prochaines attaques du gouvernement

Le patron de l'assurance-maladie est sans appel : « *Il faut réfléchir à un nouveau système d'indemnisation des arrêts de travail plus soutenable financièrement.* » Une préconisation qui résonne avec les demandes de patronat début septembre ainsi que la proposition avancée par la Cour de Comptes d'augmenter le nombre de jours de carence dans le secteur privé de trois à sept jours. Une attaque qui concernerait aussi les malades chroniques pour raboter le régime des affections longues durées (ALD) qui permet aujourd'hui un niveau de prise en charge des soins pour les maladies chroniques. Des sorties particulièrement alarmantes, qui laissent présager de nouvelles attaques contre la sécurité sociale. La détérioration des conditions de travail et leurs conséquences sur la santé physique et psychique, le covid pèsent lourd sur l'état de santé des travailleurs et en bout de course sur le recours aux arrêts de travail. La santé des travailleurs est en danger*.

Le cap de la plus grande rigueur de Barnier

Seulement cinq exemples de la violence de l'attaque

Budget de l'éducation nationale

Le rapport sur l'Education Nationale ne "prévoit de supprimer" « *que* » 15.000 postes d'enseignants d'ici à 2027 et la mise en place de sévères coupes budgétaires déjà amputés de 700 millions d'euros en 2024 alors que les classes françaises sont les plus chargées d'Europe. Le 10 septembre, par la grève, l'intersyndicale a protesté contre la « *construction d'une école encore plus inégalitaire, basée sur le tri et la mise en concurrence* » dans l'école. Quelques mois plus tôt les enseignants du second degré avaient dénoncé la réforme « *du choc des savoir.* »

Une nouvelle loi immigration.

Barnier et les macronistes préparent une offensive brutale contre les travailleurs étrangers avec un ministère de l'Immigration : plus de moyens de répression et de détention. Barnier à Matignon, la macronie et LR sont à la recherche de toutes les options pour avancer avec le RN, en lui donnant le plus de gages anti-migrants. La dirigeante du RN se félicite que « *Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même constat que le nôtre* »

2,5 milliards en moins pour l'environnement

L'orientation du gouvernement démissionnaire est de geler le budget 2024 et de donner des coups de rabot envisagés au ministère de l'environnement se montent à au moins 2,5 milliards d'euros, le fonds vert en faveur de la transition écologique des collectivités territoriales: moins 1,5 milliard d'euros.

Une politique du logement contre les mal-logés:

2,7 millions de ménages attendent un logement social en France, du jamais vu. **C'est 100.000 de plus que l'année dernière** et autant de galères pour les familles.

Le pouvoir d'achat ne suit pas.

Selon la revue "*Xersif*" (stratégie et management des entreprises) on lie : « *Compte tenu de la hausse des prix, la masse des salaires bruts réels versés à l'ensemble des salariés a progressé de 2,6 % depuis fin 2019. En face, le nombre de salariés a progressé de près de 7 %. Une conclusion s'impose : le salaire réel par tête a diminué de 4 %.* » Pas besoin d'une étude pour les salariés sur l'évolution de leur pouvoir d'achat, la réponse est systématiquement la même pour tous : il baisse !

Les travailleurs n'ont pas à payer la note !

Le journal "*Le monde*" titrait cette semaine : « *les partenaires sociaux guettent avec impatience les premiers gestes de Michel Barnier* ». Rien à attendre Barnier a annoncé la couleur son gouvernement imposera une austérité brutale au peuple.

Les travailleurs n'ont rien à attendre des combinaisons gouvernementales et patronales face à l'austérité qui vient, ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise. Il n'y aura pas d'issue sans affronter ceux qui sont les responsables de la dette : le grand patronat et le gouvernement à son service.

On n'attend rien du gouvernement Macron /Barnier qui va être désigné la semaine prochaine. Le patronat, Macron son gouvernement et ceux qui le soutiennent, ne reculeront qu'au travers de nos luttes et du rapport de forces que nous imposerons.

La lutte des classes pour freiner et stopper le capital est le seul outil dont disposent les travailleurs pour y parvenir. La lutte doit être l'objectif urgent et essentiel de tous les travailleurs et de leurs organisations pour satisfaire les revendications. C'est pas à Matignon mais c'est dans la rue que notre avenir se décidera, avec un premier rendez-vous de mobilisation le 1^{er} octobre 2024. Alors toutes et tous en grève et dans la rue le 1^{er} octobre 2024, à l'appel de l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires, pour augmenter les salaires, abroger la

réforme des retraites, pour les services publics ... Nous travaillons partout au succès de cette journée d'action **et nous agissons pour ne pas en rester là et qu'une vraie stratégie de lutte se développe dans la durée.**

C'est à ce prix que des avancées seront possibles.

Rassembler et lutter pour les revendications en finir avec ce monde capitaliste et changer la société

Notre parti est le seul à proposer d'obliger les grands groupes capitalistes industriels et financiers à payer les conséquences de leur politique avec les centaines de milliards qui appartiennent aux salariés qui les ont produits, à eux seuls, car ce sont eux par leur travail qui produisent ces richesses.

La lutte contre le capitalisme exige le plus large rassemblement, notre union à tous est indispensable pour vaincre. Union autour d'objectifs revendicatifs immédiats pour les salaires, l'emploi, les conditions de travail, le logement la santé... Mais pour **changer la société, il faut avant tout abolir la propriété privée des moyens de production et d'échange mettre en commun ces moyens et confier aux travailleurs et au peuple leur entière gestion.**

La lutte politique pour débarrasser la société du capitalisme est indispensable pour que le peuple prenne le pouvoir en vue de diriger dans le sens des intérêts des travailleurs, de la nation et de la paix. Nous disons à celles et ceux qui en ont assez de la politique actuelle, qui veulent que ça change : *« votre participation au combat contre le capitalisme est décisive. Les travailleurs et le peuple représentent une force énorme quand ils agissent ensemble. L'avenir dépend de votre unité dans ce combat ».*

Vous avez votre place avec nous pour mener ce combat.

*L'assurance maladie reconnaît que les réformes des retraites successives contraignent au travail des personnes vieillissantes et à la santé plus fragile. Les travailleurs sont également de plus en plus exposés à des risques pour leur santé. Un salarié sur deux était en état de *« détresse psychologique »* et que 2 400 000 personnes étaient en risque de burn-out sévère.

Le baromètre de Malakoff Humanis sur l'absentéisme indique en 2023 : 33 % des arrêts étaient dû à des maladies infectieuses, 15 % à des troubles psys et à l'épuisement professionnel, 12 % à des troubles musculo-squelettiques et encore 7 % au covid.